

Contrat d'Abonnement

Machine Connectée

Conditions Particulières – Bon de Commande.

N° de contrat (à remplir par Manitou) :

Coordonnées du client (ci-après « l'Abonné »)			
Entreprise			
Nom du contact			
Adresse			
Code postal/Ville/Pays			
Téléphone		Email	

Coordonnées du concessionnaire (ci-après «le Concessionnaire »)	
Entreprise	
*Ou tout concessionnaire du Réseau Manitou qui viendrait aux droits du concessionnaire indiqué ci-dessus pour les besoins des traitements de données personnelles mentionnés ci-après,	

La Machine Connectée

Modèle : N° de série :

Description de l'Abonnement			
Montant de l'abonnement		Durée	
Montant HT		Prestations	
TVA		Particularités	
Montant TTC			
Modalités de paiement			

Date de mise en service de la machine ci-dessus :

Je soussigné, acheteur professionnel de la Machine Connectée, visée ci-dessus, déclare avoir pris connaissance de ce document, des Conditions Générales d'Abonnement figurant au verso, ainsi que des modalités d'utilisation de la Plateforme et de l'Application et de les avoir acceptées. Je souhaite bénéficier de ce contrat et accepte de régler le montant ci-dessus.

Fait le : A (ville) :

Le concessionnaire		L'abonné	
Nom du contact		Nom du signataire	
Signature		Qualité du signataire	
		Signature précédée de la mention « lu et approuvé »	

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ABONNEMENT - SERVICE CLIENT MACHINE CONNECTÉE

Le présent contrat d'Abonnement Service Client Machine Connectée (ci-après « Contrat ») est composé des Conditions Particulières figurant au recto (et matérialisées par le Bon de commande) et des présentes Conditions Générales d'Abonnement (CGA) qui prévalent en cas de contradiction.

Il est conclu entre :

1- L'Abonné (acheteur professionnel identifié au recto et dûment habilité aux fins des présentes),

2- Le Concessionnaire (professionnel indépendant, concessionnaire de MANITOU BF (ou ses filiales), identifié au recto et dûment habilité aux fins des présentes)

3- La Société MANITOU BF, SA au capital de 39 617 974 Euros, immatriculée au RCS de Nantes sous le numéro 857 802 508, dont le siège est 430, rue de l'Aubinière 44150 Ancenis - France (ci-après « MANITOU »),

Ci-après conjointement dénommées « les Parties » ou individuellement « la Partie ».

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

Dans le présent document, les termes avec une majuscule auront la signification ci-après et pourront être employés au singulier ou au pluriel, lorsque le contexte l'exige.

Application : Application mobile permettant la connexion au Service Client Machine Connectée accessible avec le lien suivant Easy Manager, by MANITOU: easymanager.manitou.com

Abonné : Acheteur ou locataire d'une ou de plusieurs Machines Connectées, ayant signé un Bon de Commande et souscrit au Service Client Machine Connectée. L'utilisation du vocable « Abonné » dans les CGA inclut les Collaborateurs.

Boîtier : tout composant intégré dans la Machine Connectée et permettant de collecter les Données Brutes.

Bon de commande : Document matérialisant l'acceptation d'une offre technique et financière établie par le Concessionnaire pour l'Abonnement au Service Client Machine Connectée relatif à une ou plusieurs Machines Connectées ou d'un Boîtier adaptable sur un matériel de marque MANITOU ou GEHL lui permettant d'être considéré comme une Machine Connectée. Ce document a valeur de conditions particulières et comporte notamment : les mentions et références des Machines Connectées ou Boîtiers (type de matériel, Numéro de série, le cas échéant sa date de mise en service, montant unitaire, montant total) ; le niveau d'abonnement souscrit ; la durée de l'abonnement ; d'autres précisions éventuelles propres à l'Abonné.

Collaborateur : Personne physique préposée de l'Abonné et désigné par lui, ayant un Identifiant en cours de validité et ayant accès à l'Espace Abonné. Le Collaborateur, préposé de l'Abonné agit sous la responsabilité de ce dernier.

Données : Ensemble des données captées par les Machines Connectées (Données brutes) puis organisées et traitées par MANITOU au sein de ses bases de données (analyses et informations) (Données enrichies). Ces Données sont mises à la disposition de l'Abonné dans son Espace Abonné sur le Service Client Machine Connectée.

Données brutes : Données techniques collectées via un Boîtier et relatives à la Machine Connectée telles que, à titre indicatif et non exhaustif :

> données de géolocalisation : notamment dernier lieu connu, latitude et longitude de l'emplacement ;

> données de fonctionnement : notamment données de Compteur horaire, Distance parcourue, Vitesse de déplacement, Vitesse du moteur ;

> données de composants : notamment Température du liquide de refroidissement du moteur, Température de l'huile moteur, Pression d'huile moteur, Température de l'air ambiant, État du filtre à particules diesel, Codes d'anomalie moteur, Codes d'erreur de transmission, Principaux codes d'erreur des ECUs, Témoin de niveau bas de liquide de frein, Témoin de température du liquide de refroidissement, État Télescope, Niveau de carburant, Code d'erreur actif, Stabilisateurs au sol, ...

Données Enrichies : Données brutes traitées par les algorithmes et le savoir-faire propres à MANITOU.

Données Personnelles : Données se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (= « personne concernée »). Une donnée est à caractère personnel dès lors qu'elle permet d'identifier ou de rendre identifiable une personne physique, directement ou indirectement, par exemple par référence à un identifiant (adresse IP, numéro de sécurité sociale, numéro d'adhérent, ...) ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres ou qui, combinés, peuvent être rattachés à une personne physique (numéro de téléphone, numéro de plaque d'immatriculation, numéro de série d'un véhicule...). Les Données Personnelles ne peuvent pas faire l'objet d'appropriation.

Espace Abonné : Espace privé de l'Abonné sur la Plateforme ou l'Application du Service Client Machine Connectée. Il est accessible par l'Abonné et ses Collaborateurs, ayant un Identifiant. Cet Espace Abonné donne accès aux Données et aux fonctionnalités du Service Client Machine Connectée et permet la gestion par l'Abonné des profils et droits des Collaborateurs. L'administration de l'Espace Abonné peut être réalisée en niveau 1 par le Concessionnaire et / ou en niveau 2 par MANITOU.

Filiales : Toute société filiale de MANITOU BF. Les Filiales peuvent agir au nom et pour le compte de MANITOU BF.

Identifiant : Code comprenant un login et un mot de passe, nécessaire à chaque Collaborateur désigné par l'Abonné pour accéder à l'Espace Abonné qui lui est réservé sur le Service Client Machine Connectée. Les Identifiants sont uniques, personnels et confidentiels. Toute utilisation de l'Identifiant est considérée comme réalisée par l'Abonné. Il incombe donc à l'Abonné de veiller à garantir la confidentialité des Identifiants de ses Collaborateurs.

Machine Connectée : Toute machine fabriquée par MANITOU et intégrant un Boîtier qu'il soit intégré de série ou en seconde monte. La Machine Connectée est nécessairement équipée d'un Boîtier. L'utilisation et le lieu d'utilisation de la Machine Connectée sont laissés à la libre discrétion de l'Abonné, sous sa seule responsabilité.

MANITOU BF : MANITOU BF, SA de droit français immatriculée sous le n°857 802 508, dont le siège social est situé 430, rue de l'Aubinière – 44150 ANCENIS (FRANCE), société mère du Groupe MANITOU et pouvant agir au nom et pour le compte de ses filiales.

MANITOU : MANITOU BF et ses Filiales.

Plateforme : Plateforme informatique accessible par une application Web dont

MANITOU est l'unique propriétaire en sa qualité d'éditeur, permettant aux Concessionnaires et aux Abonnés d'avoir accès Données Brutes via les espaces Abonné en se connectant grâce aux Identifiants, et accessible à l'adresse suivante : www.http://easymanager.MANITOU.com/login.html

RGPD : Règlement Général pour la Protection des Données (Règlement UE n° 2016/679 du 27 avril 2016) s'imposant à toutes les sociétés (publiques ou privées) de toute taille, quelle que soit leur forme juridique établie dans l'Union Européenne ou touchant des personnes de l'Union Européenne. Il s'applique à toutes les organisations, entreprises, administrations, associations, qu'ils agissent en qualité de Responsable de Traitement ou de Sous-Traitant.

Responsable de traitement : Personne, service ou entreprise qui détermine les finalités et les moyens du traitement (= donneur d'ordres). C'est lui qui décide de mettre en œuvre le traitement et qui en définit les modalités. Il est juridiquement responsable de la conformité du traitement et veille au respect des obligations. Un même traitement peut avoir plusieurs Responsables de Traitement.

Service Client Machine Connectée : Offre détaillant les services auxquels les Abonnés ont accès via la Plateforme et l'Application, après avoir souscrit un Contrat d'Abonnement.

ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT

Les présentes CGA ont pour objet de préciser les conditions dans lesquelles MANITOU et / ou le Concessionnaire exécutent les services liés à l'utilisation par l'Abonné, du Service Client Machine Connectée. A titre indicatif, les services peuvent inclure :

> la collecte des Données brutes captées par les Machines Connectées,
> le traitement et l'analyse des Données, leur présentation sous différentes formes,
> la détection de dysfonctionnements,
> la réalisation de tableaux de bords, de statistiques, de rapports d'activité, ... permettant de proposer une aide à la décision pour l'Abonné.

Le Service Client Machine Connectée comprend un droit d'accès, de consultation et de paramétrage sur la Plateforme et l'Application, ainsi qu'une assistance Abonné incluse dans les tutoriels accessibles sur la Plateforme.

Le Service Client Machine Connectée est exécuté conformément aux Conditions Particulières figurant au recto.

Il est expressément rappelé à l'Abonné que les services accessibles via le Service Client Machine Connectée constituent une aide à la décision et ne remplacent pas le savoir-faire de l'Abonné ou du Concessionnaire en tant que professionnels pour prendre les décisions d'intervention et de gestion de sa flotte.

L'Abonné déclare avoir reçu préalablement toutes les informations nécessaires, y compris les caractéristiques techniques, concernant le mode de fonctionnement et le contenu du Service Client Machine Connectée.

L'Abonné reconnaît avoir été informé de l'existence de tutoriels accessibles via le Service Client Machine Connectée.

ARTICLE 3 - LICENCE D'UTILISATION – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

3.1 – MANITOU est l'auteur originel du Service Client Machine Connectée et des bases de données associées, lesquels bénéficient de la protection par le droit d'auteur (article L111-1 et L112-3 du Code de la propriété intellectuelle). MANITOU est également producteur de bases de données et ses droits sont reconnus conformément à l'article L 341-1 et suivants du même Code. A ce titre, MANITOU concède au Concessionnaire et à l'Abonné un droit d'utilisation personnel, non exclusif et non cessible du Service et des bases de données associées.

Cette concession de droit d'utilisation est strictement limitée à la durée du Contrat.

3.2 - Il est notamment formellement interdit au Concessionnaire et à l'Abonné, sans accord préalable et écrit de MANITOU :

> de procéder à toute forme de reproduction ou de représentation du Service Client Machine Connectée ou de sa documentation, ou d'altérer ou masquer de quelque manière que ce soit les marques, signes distinctifs, mentions de paternité apposées ;
> de modifier ou chercher à contourner tout dispositif de protection du Service Client Machine Connectée ;
> de traduire, d'adapter, d'arranger, de modifier le Service Client Machine Connectée notamment en vue de la création de fonctionnalités, dérivées ou nouvelles d'un logiciel dérivé ou nouveau ;
> de faire des recherches à partir du Service Client Machine Connectée aux fins de création d'une œuvre dérivée ou concurrente.

3.3 – L'Abonné ne peut concéder de sous-licences d'utilisation du Service Client Machine Connectée à des tiers, sans l'autorisation préalable et écrite de MANITOU. Il lui est interdit de diffuser ou commercialiser tout ou partie du Service Client Machine Connectée, que ce soit à titre onéreux ou à titre gratuit, ou de l'utiliser à des fins de formation de tiers.

3.4 - Le contenu de la Plateforme et de l'Application sont la propriété de MANITOU ou ont été régulièrement concédés en licence à MANITOU, tant en ce qui concerne leur conception générale que les graphismes, les photographies et images, les données, les textes, dessins, sons, marques et logos et toutes autres œuvres qui constituent le contenu de la Plateforme et de l'Application.

Toute représentation, reproduction, ou diffusion, totale ou partielle du contenu la Plateforme et de l'Application, que ce soit à titre gratuit ou onéreux, faite sans l'autorisation écrite préalable de Manitou est interdite. La violation de ces dispositions serait susceptible de constituer des actes de contrefaçon au sens des dispositions du Code de la propriété intellectuelle.

Le Client s'engage à respecter strictement ces droits de propriété intellectuelle.

3.5 - Le non-respect des dispositions du présent article entraîne la résiliation immédiate du Contrat, aux torts exclusifs de la Partie concernée, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels pourrait prétendre MANITOU. La Partie concernée serait alors qualifiée de contrefacteur.

ARTICLE 4 – BON DE COMMANDE

4.1 - A la suite de l'expression de ses besoins par l'Abonné, le Concessionnaire lui remettra un Bon de commande dans les meilleurs délais, lequel comportera notamment

l'ensemble des informations relatives à l'établissement de l'Abonnement, et la date envisagée de début de fourniture de celui-ci.

4.2 - Le Bon de commande signé par l'Abonné et retourné par tout moyen – courrier postal ou scan par email – au Concessionnaire a valeur d'accord de l'Abonné et est considéré comme des conditions particulières aux CGA ("Conditions Particulières"). Le Bon de commande signé selon les modalités décrites ci-dessus exprime le consentement de l'Abonné de manière irrévocable ; il ne peut donc l'annuler à moins d'un accord exprès et préalable du Concessionnaire.

4.3 - Le Bon de commande est valide depuis sa date de communication à l'Abonné et pour la durée mentionnée sur le Bon de commande. A défaut d'indication particulière, la durée de validité du Bon de commande est de 3 (trois) mois à compter de sa date de transmission à l'Abonné. Au-delà de cette période de validité et tant que l'Abonné ne l'a pas accepté, le Concessionnaire se réserve le droit de changer tout ou partie du Bon de commande (tarifs, contenu de l'abonnement, conditions particulières, etc.) ou de ne pas donner suite au Bon de commande.

4.4 – Sauf évolutions du Service Client Machine Connectée prévues à l'article 5.3, toute modification du service (complément de Matériels ou modification du Matériel) devra faire l'objet d'un Bon de commande particulier ou d'un avenant au Bon de commande concerné.

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE FOURNITURE DU SERVICE

5.1 - Mise en place du service – Paramétrage du Service Client Machine Connectée

Après acceptation par le Client du Bon de commande, le Concessionnaire se rapprochera de MANITOU pour procéder à l'établissement du service, spécifique à l'Abonné, notamment :

- a) aide à distance de la configuration du Service Client Machine Connectée pour le besoin et le contexte de l'Abonné tel que décrit au Bon de commande,
- b) assistance à distance à la création des Espaces Abonné et communication des Identifiants,
- c) autres prestations prévues au Bon de commande accepté (frais d'installation, formation, opérations de maintenance diverses, etc.).

Sur le Service Client Machine Connectée, l'Abonné bénéficie d'un Espace Abonné permettant l'accès aux Données et aux tableaux de bord.

Le service est présumé établi à la date d'envoi du mail d'activation par MANITOU valant invitation à la première connexion de l'Abonné et à l'acceptation des CGU – case à cocher - (ci-après « **Premier Jour du service** »).

L'Abonné disposera d'un délai de 7 jours calendaires à compter de la date du Premier Jour du service pour informer MANITOU d'éventuels dysfonctionnements ou non-conformités. Passé ce délai, faute d'information de la part de l'Abonné, la mise en œuvre du service est réputée parfaitement conforme.

MANITOU ne saurait être tenu responsable d'éventuels retards imputables à l'Abonné dans la remise d'informations complémentaires devant être transmises par l'Abonné au Concessionnaire pour la mise en œuvre du service. Ces éventuels retards ne pourront constituer un motif suffisant pour entraîner la résiliation du Bon de commande signé et/ou du Contrat par l'Abonné.

5.2 – Identifiant - Accès au Service Client Machine Connectée par l'Abonné.

5.2.1 - L'Identifiant est unique, personnel et confidentiel. Toute connexion via l'Identifiant est présumée réalisée par l'Abonné. L'Abonné s'engage, sans délai, à informer MANITOU de tout vol ou rupture de la confidentialité de l'Identifiant.

5.2.2 – Il est rappelé à l'Abonné que le Concessionnaire et MANITOU ont accès à l'Espace Abonné à des fins d'administration des comptes, ce que l'Abonné accepte.

5.2.3 – Plusieurs Collaborateurs désignés par l'Abonné peuvent avoir accès au même Espace Abonné. Dans ce cas, l'Abonné ou un seul Collaborateur désigné par l'Abonné peut avoir le profil de Titulaire du droit d'accès à l'Espace Abonné.

Les autres Collaborateurs peuvent avoir un profil administrateur tel que choisi par le Titulaire du droit d'accès à l'Espace Abonné.

Le Titulaire du droit d'accès à l'Espace Abonné et les administrateurs sont seuls responsables de l'intégration de nouveaux Collaborateurs dans l'Espace Abonné et de la gestion des profils de ces Collaborateurs.

5.3 - Evolution du service

Etant amené à développer de nouvelles fonctionnalités pour enrichir les services proposés à ses Abonnés, MANITOU se réserve la possibilité de les faire évoluer tant sur le fond que sur la forme, à tout moment et sans préavis, sans que l'Abonné puisse s'y opposer, étant entendu que MANITOU s'engage à garantir :

- le respect des dispositions prévues à l'article « Disponibilité du service »,
- le maintien des fonctionnalités principales du service, l'information à l'Abonné sur les évolutions de service, ainsi qu'à apporter le support en ligne et/ou téléphonique à l'Abonné pour l'appropriation des évolutions du service.

De manière générale, MANITOU s'efforcera de :

- faire évoluer le service dans le sens de l'amélioration des performances et de l'ergonomie du service ;
 - tenir compte des remontées d'information de l'Abonné sur le service et ses évolutions.
- Toutefois, l'Abonné ne pourra reprocher à MANITOU de ne pas faire évoluer le service malgré la communication des demandes d'évolutions.

ARTICLE 6 – ASSISTANCE – SUPPORT TECHNIQUE

MANITOU met à la disposition de l'Abonné, par le biais du Concessionnaire, un support par e-mail et/ou téléphonique et met en œuvre les moyens nécessaires pour recevoir les demandes de l'Abonné dans de bonnes conditions : disponibilité et compétence du personnel en charge du support, de leur analyse et de la recherche de solution et à intervenir dans les meilleurs délais.

Les jours et les heures d'accueil du support téléphonique sont prévus du lundi au vendredi à l'exception des jours fériés français, de 8h00 à 17h00 CET (Central European Time).

ARTICLE 7 - DISPONIBILITÉ DU SERVICE

7.1 - MANITOU fournira ses meilleurs efforts pour permettre la disponibilité du service 24h / 24h et 7 jours / 7 jours excepté les cas de force majeure telle que décrite à l'article « Force majeure » ci-dessous, les événements hors du contrôle de MANITOU, les pannes éventuelles et interventions nécessaires au bon fonctionnement du service et des matériels. MANITOU s'engage ainsi à mettre en œuvre tous moyens raisonnables pour garantir la disponibilité du Service Client Machine Connectée et des Données ; la disponibilité s'entend de l'accessibilité aux Données. Toutefois, MANITOU ne saurait être tenu responsable des perturbations, coupures/anomalies qui ne sont pas de son fait et qui affecteraient les transmissions par le réseau Internet et plus généralement, par les réseaux de communication, quelles qu'en soient l'importance et la durée.

7.2 - MANITOU se réserve le droit de fermer l'accès au Service Client Machine Connectée afin d'assurer la maintenance des matériels et des logiciels nécessaires au traitement des Données et à leur hébergement. Dans la mesure du possible, MANITOU informe l'Abonné par tout moyen, si possible à l'avance, de toute interruption d'accès au serveur, de son fait ou dont il peut avoir connaissance. MANITOU s'engage à faire ses meilleurs efforts pour procéder à la maintenance en dehors des heures de forte affluence.

7.3 – MANITOU s'engage à assurer un taux minimum de disponibilité de 97,5% sur une base mensuelle hors périodes d'intervention technique et hors dysfonctionnement de la Machine Connectée du fait de l'Abonné ou d'un tiers.

ARTICLE 8 - PRIX

8.1 - La facturation du Concessionnaire du prix du Service Client Machine Connectée est émise sous la forme d'un abonnement mensuel par MANITOU, conformément aux conditions particulières applicables entre MANITOU et le Concessionnaire.

La facturation de l'Abonné du prix du Service Client Machine Connectée est émise selon les Conditions Particulières applicables à l'Abonné et définies par le Concessionnaire.

Le prix de l'abonnement ne comprend pas le coût d'accès à Internet permettant l'utilisation du Service Client Machine Connectée, qui reste à la charge de l'Abonné.

Sauf indications contraires, tous les prix sont exprimés en hors taxe auxquels s'ajoutent les taxes applicables.

8.2 – Modification du prix

Le Concessionnaire pourra, chaque année, réévaluer de manière raisonnable le tarif facturé à l'Abonné.

A défaut pour l'Abonné de résilier le Contrat, son abonnement sera prorogé pour une durée indéterminée et il devra alors s'acquitter du nouveau tarif mensuel forfaitaire.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT

9.1 - La facturation du service interviendra à compter de la date du « Premier Jour du service » tel que défini à l'article 5.1 ci-dessus.

Le Concessionnaire adressera à l'Abonné une facture conformément aux Conditions particulières consenties par le Concessionnaire et acceptées par l'Abonné au Bon de commande.

MANITOU adressera au Concessionnaire une facture mensuelle à compter de la date du mois suivant la date de livraison de la Machine Connectée ou de l'intégration du Boîtier sur un matériel.

9.2 - Sauf autres conditions de paiement stipulées au Bon de commande pour l'Abonné, toute facture sera payable par l'Abonné dans son intégralité dans les trente (30) jours suivant son établissement.

Sauf autres conditions de paiement stipulées aux conditions particulières pour le Concessionnaire, toute facture sera payable par le Concessionnaire à MANITOU dans son intégralité dans les trente (30) jours suivant son établissement.

Tout retard de paiement à une échéance quelconque entraînera, de plein droit et sans mise en demeure préalable, la suspension du Service Client Machine Connectée et l'exigibilité immédiate de toutes les sommes restant dues, quel que soit le mode de règlement prévu, sans préjudice de toute autre voie d'action.

En outre, toute somme impayée à son échéance entraîne l'application de pénalités de retard d'un montant égal au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de financement la plus récente, majorée de dix points, de la date d'échéance à la date de valeur des fonds reçus en paiement, sans préjudice des autres dommages-intérêts que le MANITOU ou le Concessionnaire pourrait exiger. En sus des indemnités de retard, toute somme, y compris l'acompte, non payée à sa date d'exigibilité produira de plein droit le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros due au titre des frais de recouvrement.

Les pénalités sont exigibles sur simple demande, aucune tolérance à cet égard ne pouvant s'interpréter comme une renonciation à ces pénalités de retard.

Tout désaccord concernant la facturation devra être motivé par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les dix (10) jours de la date d'émission de la facture. En l'absence de cette procédure, l'Abonné sera réputé avoir accepté celle-ci et considéré comme défaillant en cas de non-paiement.

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DE L'ABONNÉ

L'Abonné reconnaît être le seul à disposer des informations relatives à ses activités et à ses besoins. A ce titre, l'Abonné s'engage à respecter, tout au long de l'exécution des présentes, son obligation de collaboration avec MANITOU et en particulier, le cas échéant, lors des demandes d'information de la part de MANITOU notamment en cas d'alerte ou de survenance d'un dysfonctionnement.

De même, il appartient à l'Abonné de s'assurer de l'adéquation du Service Client Machine Connectée à ses besoins propres, notamment sur la base des indications fournies dans la documentation et/ou la proposition commerciale qui lui est remise, dont il reconnaît avoir pris connaissance.

A défaut d'avoir sollicité MANITOU pour lui demander des précisions complémentaires et/ou assister à une démonstration supplémentaire du service et ce, préalablement à la signature des présentes, l'Abonné reconnaît avoir été suffisamment informé.

L'Abonné reconnaît souscrire au service en pleine connaissance de son contenu et de sa performance et à titre professionnel. Hormis en cas de constatation de dysfonctionnements

l'empêchant d'avoir accès aux Données, l'Abonné accepte donc la fourniture du service en l'état, avec ses éventuelles imperfections, lesquelles ne constituent pas une raison suffisante de résiliation du Contrat d'Abonnement.

L'Abonné s'engage à informer, en cas de location et/ ou prêt de la Machine Connectée à un tiers, lesdits tiers de l'existence des présentes CGA et de la possibilité pour MANITOU, les Concessionnaires, et les sous-traitants de collecter et traiter les Données. En cas de transfert et/ou vente de la Machine Connectée à un tiers acquéreur, l'Abonné s'engage à demander sa désinscription au Service Client Machine Connectée en adressant une demande par courrier à MANITOU ou toute filiale qui lui serait substituée ainsi qu'au Concessionnaire.

Dans la mesure où seul l'Abonné connaît le tiers acquéreur et son souhait de bénéficier ou non du Service Client Machine Connectée, l'Abonné s'engage,

- à informer le tiers acquéreur de l'existence du Service Client Machine Connectée et des présentes Conditions Générales.

- à prévenir le tiers acquéreur de la nécessité pour ce dernier de souscrire un contrat d'abonnement auprès d'un concessionnaire Manitou dans les meilleurs délais afin de bénéficier du Service Client Machine Connectée.

- Ou à informer MANITOU ou toute filiale qui lui serait substituée ainsi que le Concessionnaire du souhait du tiers acquéreur de ne pas bénéficier du Service Client Machine Connectée.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DE MANITOU

Les obligations de MANITOU au titre des CGA sont reconnues expressément par l'Abonné comme étant des obligations de moyens. Ainsi, MANITOU mettra en œuvre les meilleurs moyens connus et raisonnables dans le respect des règles de l'art, en accord avec les lois et règlements en vigueur.

L'Abonné reconnaît que les Boîtiers sont soumis aux aléas de la météo et des conditions d'utilisation du Matériel ; c'est pourquoi, MANITOU ne garantit à aucun moment l'exactitude, la précision et la mise à jour des Données liées nécessairement aux Données brutes.

De même, il est rappelé à l'Abonné que le Service Client Machine Connectée utilise la technologie SaaS. A ce titre, il peut être directement affecté (temps de réponse, difficulté à joindre les serveurs, etc.) par des perturbations sur les réseaux de télécommunications. L'Abonné déclare être informé de la complexité de ces réseaux et de la congestion résultant de l'afflux, à certaines heures, des utilisateurs d'Internet.

ARTICLE 12 - LIMITATION DE RESPONSABILITÉ DE MANITOU

Il est expressément convenu entre les Parties que la responsabilité de MANITOU, si la faute de MANITOU était reconnue, ne couvre pas le préjudice indirect à savoir notamment pertes d'exploitation, manque à gagner, préjudice commercial ou financier, augmentation des frais généraux, éventuellement subis par l'Abonné.

La responsabilité de MANITOU ne pourra être engagée que sur la démonstration d'une faute imputable exclusivement à MANITOU. Elle ne saurait être engagée en cas de Force majeure telle que décrite ci-dessous.

La responsabilité de MANITOU ne pourra être engagée en cas d'utilisation non conforme du Service Client Machine Connectée et/ou des Boîtiers par l'Abonné ou si l'Abonné n'a pas réellement apprécié la capacité de son environnement technique et informatique (Matériels, logiciels, flux Internet, etc.) ni réalisé efficacement la maintenance et les mises à jour de ses logiciels et de ses Machines Connectées ou encore a manqué à son obligation de collaboration telle que décrite ci-dessus à l'article « Obligations et Responsabilité de l'Abonné ».

Il est expressément convenu que, si la responsabilité de manitou était reconnue judiciairement dans l'exécution des présentes, l'Abonné ne pourrait prétendre à d'autres indemnités et dommages-intérêts que le remboursement des règlements effectués par lui dans les 12 (douze) derniers mois, au titre du Bon de commande concerné.

ARTICLE 13 –PROPRIETE DES DONNEES

13.1 – MANITOU reste propriétaire des Données et les met à la disposition de l'Abonné via le Service Client Machine Connectée. Le Client reconnaît que les CGA ne lui transfèrent aucun droit de propriété sur les Données et qu'il n'acquiert auprès de Manitou qu'un droit personnel, non exclusif, non cessible et non transmissible, d'accès et d'utilisation des Données.

13.2 - MANITOU assure l'hébergement des Données sur ses serveurs ou tout autre serveur décidé par MANITOU. MANITOU met en œuvre les meilleurs moyens connus à ce jour pour préserver l'intégrité et la sécurité des Données. MANITOU s'engage à empêcher l'accès au serveur par tout tiers non autorisé dans le cadre des règles de l'art connues.

13.3 – A l'exception des droits limités accordés dans le cadre des CGA et considérant le traitement réalisé sur les Données enrichies, MANITOU se réserve l'ensemble des droits, titres et intérêts sur les Données, y compris l'ensemble des droits de propriété intellectuelle y afférents.

En cas d'arrivée du terme de l'abonnement ou en cas de résiliation du Contrat pour quelque cause que ce soit, la gestion de l'accès aux Données est détaillée à l'article « Résiliation et Conséquences de la résiliation » ci-dessous.

ARTICLE 14 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

14.1 – Principes

14.1.1 – Il est possible que parmi les Données, certaines puissent être qualifiées indirectement de données à caractère personnel (DCP) eu égard à la communication de certaines bases de données entre elles notamment concernant les Machines Connectées et la gestion des Identifiants.

14.1.2 – A ce titre, chacune des Parties reconnaît être conforme en ce qui la concerne, aux dispositions du Règlement général européen de protection des données personnelles UE 2016/679 (RGPD) et aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Chacune des Parties s'engage à respecter les principes de protection des DCP dès la conception et dans la mise en œuvre du traitement (Privacy by design) et de minimisation (Privacy by default).

14.1.3 - Dans le cadre de l'exécution du Contrat, les Parties agissent chacune en qualité de Responsable de Traitement. Lorsque le Client agit comme Responsable de Traitement pour ses propres traitements dont il détermine seuls les finalités, MANITOU et le Concessionnaire agissent alors en tant que Sous-Traitants.

14.1.4 – Au titre de l'exécution du Service Client Machine Connectée, MANITOU peut collecter des DCP et les transférer à l'Abonné (voir article 14.3 ci-dessous). A ce titre, il est rappelé à l'Abonné que celui-ci collecte des DCP de manière indirecte. Il s'engage à respecter scrupuleusement les dispositions de l'article 14 du RGPD.

Cet engagement est considéré par MANITOU comme l'exécution par l'Abonné d'une obligation essentielle. Tout défaut d'exécution de celle-ci entraîne la résiliation immédiate et de plein droit du Contrat. L'ensemble des sommes dues et non encore facturées deviendra immédiatement exigible.

MANITOU se réserve le droit de réclamer des dommages-intérêts pour tout préjudice subi.

14.2 - La nature des opérations réalisées sur les DCP (voir article 14.3 ci-dessous) est principalement la collecte, l'enregistrement, l'organisation et l'hébergement des DCP mais aussi, le transfert de certaines DCP collectées, à l'Abonné.

Les serveurs sont situés en Union européenne. En cas de transfert des DCP hors Union européenne, MANITOU s'assurera que le traitement soit encadré par des décisions d'adéquation ou des clauses contractuelles types validées par la Commission européenne qui permettent ainsi de garantir un niveau de protection suffisant de la vie privée et des droits et libertés des personnes concernées.

La ou les finalité(s) du traitement sont liées à l'exécution du Service Client Machine Connectée notamment pour la poursuite des intérêts légitimes de MANITOU dont la gestion de la relation-clients, l'envoi d'informations sur l'évolution des services et des Matériels, l'optimisation des modèles et l'amélioration des Matériels, la maintenance à distance des Matériels, la géolocalisation des Matériels ou encore l'amélioration de l'expérience de conduite.

La durée de conservation appliquée est strictement celle prévue par la loi.

14.3 - Les DCP traitées et les catégories de personnes concernées sont détaillées ci-dessous :

	Catégories de DCP collectées	Catégories de DCP transférées à l'Abonné
Catégories de DCP	- Nom, prénom, adresse email, numéro de téléphone - données de connexion (IP, historique, etc.) - Données Brutes et Données Enrichies	- Nom, prénom, adresse email, numéro de téléphone - Données Brutes et Données Enrichies
Catégories des personnes concernées	- les préposés ou collaborateurs de l'Abonné, conduisant la Machine Connectée - les Collaborateurs	- les préposés ou collaborateurs de l'Abonné, conduisant la Machine Connectée - les Collaborateurs

14.4 – Ont accès aux DCP collectées les collaborateurs de MANITOU, les Concessionnaires et les sous-traitants.

14.5 - Les demandes relatives au traitement DCP doivent être adressées par courrier à MANITOU BF – Privacy, 430, rue de l'Aubinière 44150 Ancenis - France – ou bien par email à l'adresse: privacy@manitou-group.com.

En cas d'une telle demande, les personnes doivent communiquer les éléments nécessaires à leur identification : tels que nom, prénom, e-mail, compte, fonction.

14.6 – L'Abonné s'engage à informer ses collaborateurs concernés en cas d'impact de la géolocalisation des Machines Connectées sur l'éventuelle géolocalisation des conducteurs/manutentionnaires.

ARTICLE 15 –DUREE DU CONTRAT

15.1 – Le Contrat entre en vigueur au plus tard (i) à la date de signature du premier Bon de commande par l'Abonné ou (ii) à la date de la réception des Identifiants par l'Abonné.

La durée du Contrat est défini au Bon de commande. Ainsi, toutes les clauses resteront effectives jusqu'à la fin de la durée du Bon de commande en cours.

15.2 - L'abonnement sera prorogé tacitement pour des périodes identiques.

Il pourra être résilié à l'issue de chaque période par l'une ou l'autre des Parties moyennant un préavis de 30 jours.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION- EFFETS

16.1 - En cas de manquement ou d'inexécution par l'une des Parties à l'une quelconque des obligations mises à sa charge par les présentes CGA et notamment non-paiement de l'une ou l'autre des factures, non-respect des dispositions légales de protection des données personnelles, non-respect de la licence d'utilisation, l'autre Partie pourra adresser à la Partie responsable de l'inexécution une mise en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, d'avoir à exécuter son obligation ou cesser son comportement prohibé par les présentes CGA.

Dans une telle hypothèse, si la mise en demeure reste sans effet, en tout ou partie, à l'expiration d'un délai de trente (30) jours à compter de sa réception (date de la première présentation), la Partie victime de l'inexécution pourra si bon lui semble, résilier de plein droit les CGA par un simple avis adressé par lettre recommandée avec avis de réception à l'autre Partie, sans préjudice de toute demande d'indemnisation du préjudice subi.

16.2 – A l'arrivée du terme ou dans tous les cas de résiliation, les Identifiants de l'Abonné et des Collaborateurs seront déconnectés et l'Espace Abonné supprimé. Les Données brutes captées jusqu'au jour de la date de l'arrivée du terme ou de prise d'effet de la résiliation pourront être remises à l'Abonné, à première demande de sa part, sous un format usuel d'exploitation.

Passé le délai de six (6) mois à compter de la date de prise d'effet de la résiliation ou du terme, les Données brutes seront remises dans le cadre d'une prestation de service particulière. Cette remise pourra faire l'objet d'un devis devant être accepté au préalable par l'Abonné. Passé le délai de 2 ans à compter de la date de prise d'effet de la résiliation ou du terme, les Données brutes ne seront plus transférables.

ARTICLE 17 - FORCE MAJEURE

Outre les événements habituellement retenus par la jurisprudence française en cas de force majeure, les obligations des Parties seront automatiquement suspendues dans les hypothèses d'événements indépendants de leur volonté expresse empêchant l'exécution normale du service, tels que les tremblements de terre, l'incendie ou l'inondation des locaux d'exploitation de l'activité de l'une ou l'autre des Parties, la tempête, le blocage des moyens de transport pour quelque raison que ce soit, les grèves totales ou partielles externes à l'entreprise, le blocage total ou partiel, régional, national ou international des télécommunications et le blocage total ou partiel, régional, national ou international des réseaux informatiques. Est également un cas de force majeure, une panne technique causée par des actions de malveillance (ex. : attaques de hackers).

La Partie constatant l'événement devra sans délai informer l'autre Partie de son impossibilité à exécuter sa prestation et s'en justifier auprès de celle-ci. La suspension des obligations ne pourra en aucun cas être une cause de responsabilité pour inexécution de l'obligation en cause, ni induire le versement de dommages et intérêts ou pénalités de retard.

Cependant, dès la disparition de la cause de la suspension de leurs obligations réciproques, les Parties feront tous leurs efforts pour reprendre le plus rapidement possible l'exécution normale de leurs obligations contractuelles.

En cas de prolongation du cas de force majeure au-delà d'une période de 3 (trois) mois, les présentes CGA pourront être résiliées par lettre recommandée avec accusé de réception, sauf accord entre les Parties.

ARTICLE 18 - DISPOSITIONS DIVERSES

18.1 - Déclaration d'indépendance réciproque

Chaque Partie est un entrepreneur indépendant et aucune des dispositions des présentes CGA ne créera une société, de fait ou de droit, une société commune, un mandat, un contrat de franchise ou d'agent commercial ou un rapport de salariat, entre les Parties.

18.2 - En cas de traduction de l'un ou l'autre des documents contractuels composant les CGA ou le Bon de commande, seule la version en français fera foi.

18.3 - Les Parties acceptent et reconnaissent comme preuve valable pouvant être produite en justice, tout échange par email, entre elles.

18.4 - La nullité d'une clause quelconque des CGA ou du Bon de commande n'affectera pas la validité des autres clauses ; il se poursuivra en l'absence du dispositif annulé.

18.5 – Tolérance

Le fait pour l'une ou l'autre Partie de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre à l'une quelconque de ses obligations visées aux présentes ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à la possibilité de réclamation d'application de l'obligation en cause.

18.6 – Cession

Le Contrat est conclu à titre strictement personnel. En conséquence, les Parties s'interdisent de céder, de transférer ou de transmettre le Contrat à qui que ce soit et à quelque titre que ce soit, directement ou indirectement, totalement ou partiellement, à titre onéreux ou à titre gratuit, sans avoir obtenu l'autorisation préalable et par écrit des autres Parties, à l'exception des filiales de MANITOU. Ainsi, aux termes du Contrat, l'Abonné donne expressément son accord à MANITOU pour que MANITOU puisse librement céder le Contrat et tout ou partie de ses droits et obligations aux termes du Contrat à l'une de ses filiales ou toute autre entité de son groupe.

Conformément aux dispositions de l'article 1216 du Code civil, la cession produira effet à l'égard de l'Abonné à la date mentionnée dans la notification que MANITOU adressera à l'Abonné pour l'informer de la cession ou, à défaut de date indiquée, à la date de première présentation de ladite notification. Sauf précision contraire dans la notification, la cession libérera MANITOU à l'égard de l'Abonné.

Tout accord, quelle qu'en soit la nature ou la forme, conclu en méconnaissance des dispositions ci-dessus, sera considéré comme nul et non avenue, et pourra entraîner de façon immédiate la résolution de plein droit du Contrat, dès envoi à la partie défaillante d'une notification à l'autre Partie indiquant sa volonté de résoudre le Contrat.

ARTICLE 19 - REGLEMENT DES LITIGES

Les présentes CGA sont régies par le droit français.

Sauf en cas de référé ou en cas d'urgence, tout litige relatif aux CGA, résultant notamment de sa signature, de son exécution, de son interprétation, de sa résiliation, ou de sa validité, devra impérativement faire l'objet d'une tentative de solution amiable par les Parties.

À cet effet, les Parties conviennent de se réunir dans les 15 (quinze) jours de la réception (date de la première présentation du courrier), par l'une des Parties, de la notification dudit litige par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée par l'autre Partie.

En l'absence d'une solution amiable au litige dans les 15 (quinze) jours de la réunion des Parties dans les conditions visées à l'alinéa ci-dessus, le litige devra alors être soumis à la juridiction compétente selon les modalités ci-après définies.

A défaut d'accord amiable, les Parties soumettront tous les litiges, même en cas de recours en garantie ou de pluralité de défendeurs, auxquels les présentes CGA pourraient donner lieu, et ce tant pour leur validité, leur interprétation, leur exécution ou leur résiliation, au Tribunal de Commerce de NANTES, sauf pour les cas où le litige relève de la compétence exclusive du Tribunal de Grande Instance de RENNES en application des dispositions du Code de la propriété intellectuelle applicables.